

Le « trou noir » de la social-démocratie européenne

Aujourd'hui cantonnés au rôle d'opposants dans vingt et un des vingt-sept pays de l'Union européenne, y compris dans les pays scandinaves où ils furent naguère si puissants, les partis sociaux-démocrates et socialistes européens s'interrogent sur leur avenir. Au point qu'un homme comme Massimo d'Alema, ancien président du conseil des ministres italien (1998-2000), a pu lancer, le 15 janvier à Paris, lors d'un colloque organisé par la Fondation Jean-Jaurès, proche du Parti socialiste, que « les socialistes européens, divisés entre les partisans de la "troisième voie" de Tony Blair et les défenseurs de l'Etat providence, ont perdu ». Perdu au point de se perdre eux-mêmes ?

Cette question obsède tous les sociaux-démocrates européens. Eperonnés sur leur droite par un mouvement écologique ayant élargi ses bases théoriques de la défense de l'environnement à un nouveau modèle de développement, malmenés sur leur gauche par des partis reprenant l'antienne de la « rupture avec le capitalisme » avec d'autant plus d'entrain qu'ils sont convaincus que la crise économique et financière a commencé de sonner l'hallali de leur plus vieux ennemi, les sociaux-démocrates peinent à redéfinir leur corpus théorique.

Pis, privés un peu partout de l'exécutif politique, ils doivent faire face à la montée de la droite populiste. Comme l'a expliqué l'économiste Daniel Cohen, président du conseil d'orientation scientifique de la Fondation Jean-Jaurès (membre du conseil de surveillance du Monde), « face à la crise, la droite réagit très simplement : elle remet en question l'Etat-providence, réarme la guerre entre les ayants droit de cet Etat-providence et les autres salariés et, à la mondialisation et à ses peurs, répond par le langage de la peur et un discours sécuritaire. » En somme, des réponses simples à des questions complexes, un exercice auquel la gauche ne peut, par essence, céder.

Analyse

Olivier Schmitt
Service France

Comment une belle idée, forgée au XIX^e siècle et ayant connu ses grandes heures, essentiellement en Europe du Nord, dans les années 1960, a pu à ce point perdre de sa force et de son pouvoir d'entraînement ? « La crise économique mondiale et les errements du capitalisme financier prouvent que nous avions raison, dit le socialiste catalan Josep Borrell Fontelles, ancien président du Parlement européen, aujourd'hui président de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie). Pourtant, nous avons été mis partout en échec. » Ce que Jenny Anderson, professeure à Sciences Po Paris, résume d'une formule terrible : « La social-démocratie est dans un trou noir. »

Si le chômage de masse, le recul de la syndicalisation, la volatilité des électors et l'individualisation de nos sociétés concourent à son affaiblissement, elle le doit d'abord à ses propres erreurs. « Le tournant libéral du socialisme dans les années 1990 a échoué, estime ainsi John Crowley, directeur du Centre interdisciplinaire de recherche comparative en sciences sociales de Saint-Ouen. Celui-ci doit relever plusieurs défis : repenser le capitalisme en dehors de ses relations avec le néolibéralisme ; intégrer les questions écologiques ; reconsidérer l'alliance des classes en menant une réflexion novatrice sur l'égalité à la lumière de la diversité. »

Ernst Hillebrandt, directeur du département Europe centrale et de l'Est de la puissante fondation sociale-démocrate allemande Friedrich Ebert, est du même avis : « Le modèle socialiste

européen n'existe pas. C'est une utopie qui reste à réaliser. Il ne s'agit plus de gérer la précarité née de la mondialisation. Il faut construire une société de production soutenable, et donc écologique. Face à la précarité, qui veut dire privation de liberté, il faut renforcer l'autonomie des individus et les droits des citoyens et approfondir la démocratie en lui adjoignant des éléments participatifs. » « Dignité, équité, responsabilité », telle est la devise qu'Hélène Thomas, professeure à Sciences Po Aix-en-Provence, a proposée aux auditeurs du colloque.

Mais Massimo d'Alema n'a pas paru entièrement convaincu par ces explications. « Le socialisme démocratique est un phénomène européen qui n'a pratiquement pas dépassé les frontières de l'Europe, a-t-il constaté. Il est aussi l'expression politique d'un continent qui perd de son poids et de sa centralité. » Et l'ancien chef du gouvernement italien d'enterrer le mot « socialisme », constatant son caractère « inutilisable » aux Etats-Unis comme dans les pays émergents. « Aucune force de transformation sociale, a-t-il souligné, ne se réclame du socialisme dans ces pays... »

Le temps est venu pour lui de « construire une nouvelle coalition progressiste mondiale capable de dépasser les frontières de l'Europe et celles de l'Internationale socialiste ». Elle pourrait rassembler « l'Europe, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud ou les Etats-Unis » afin de confronter les « expériences progressistes » qui y sont menées.

Cela permettrait aux Européens de bâtir « un projet alternatif fort au niveau continental » et de « constituer une coalition des forces de gauche, des écologistes et des démocrates du centre » à même de « défendre les valeurs européennes contre la droite populiste ». ■

Courriel : schmitt@lemonde.fr

Ecologie Hervé Kempf Démocratie

Bravo, donc, au peuple tunisien ! Qui nous incite à réfléchir sur l'état de la démocratie de ce côté-ci de la Méditerranée. Non pas qu'y règnent ouvertement la « kleptocratie » et la « sécuritocratie » dont les Tunisiens viennent de se libérer, on l'espère durablement. Mais enfin... il faut vraiment être membre du club Le Siècle pour penser que la démocratie se porte bien en France et en Europe. De nombreux signes attestent que l'idéal inscrit dans la Constitution française d'une « République indivisible, laïque, démocratique et sociale » est mis à mal.

Les écologistes sont depuis l'origine animés par le souci démocratique, c'est-à-dire par la conviction que la libre délibération et la volonté populaire sont les meilleurs moyens de parvenir à une décision collective bénéfique à tous : dans la lutte fondatrice à propos de l'énergie nucléaire, un des premiers motifs de contestation était – et reste – la mise en cause d'un savoir des experts posé comme indiscutable. Non, disent les écologistes, comme ils le répètent à propos des OGM, des nanotechnologies, des technologies de l'information, les experts – d'ailleurs souvent liés à des intérêts financiers – ne peuvent pas énoncer seuls les conditions d'utilisation des nouvelles techniques. Celles-ci doivent être réellement discutées par la société, et dans toutes leurs dimensions que ne résume pas la nouveauté technologique.

L'Europe a été l'échelon politique auquel les écologistes ont su et

pu, le plus tôt, parvenir à influencer l'orientation des politiques publiques. Avec un succès mitigé, et d'autant plus que l'Europe elle-même est associée à une dérive de la démocratie : l'adoption du traité de Lisbonne, malgré le rejet par les peuples français, néerlandais et irlandais du traité constitutionnel, en a été la manifestation la plus flagrante. Par une ironie de l'histoire, une disposition de ce traité introduit une procédure nouvelle, que les écologistes s'approprient à saisir, par exemple pour contrer la politique pro-OGM de la Commission européenne :

L'idéal inscrit dans la Constitution française est mis à mal

« l'initiative citoyenne européenne ». Un million d'Européens, signant un même texte, pourront induire la Commission à le traduire en loi. Le 15 décembre 2010, le Parlement de Strasbourg a adopté le règlement permettant ces pétitions, qui aideront à revitaliser la démocratie. Sur la question des OGM, mais aussi sur celle des produits et services anthroposophiques, plus d'un million de signatures ont déjà été réunies. Il reste aux Etats, dont la France, à préciser les modalités de mise en œuvre pour que le dispositif soit opérationnel en 2012. En bonne démocratie, il serait bon que cette « précision » ne traîne pas. ■

Courriel : kempf@lemonde.fr